complétée par la loi n° 96-86 du 6 novembre 1996 et notamment les articles 87 et 133 dudit code,

Vu le décret n° 98-1064 du 11 mai 1998, portant création et organisation administrative, financière et pédagogique de l'école supérieure des communications de Tunis,

Vu l'avis du ministre des finances,

Arrête :

Article premier : Le directeur de l'école supérieure des communications de Tunis est nommé ordonnateur secondaire du budget du ministère des communications. Il est chargé en cette qualité d'engager et d'ordonnancer, dans la limite des crédits qui lui sont délégués à cet effet, les dépenses imputables audit budget.

Art. 2. - Es-qualité le directeur de l'école supérieure des communications de Tunis, est accrédité auprès du payeur général, comptable assignataire.

Tunis le 20 février 1999.

Le Ministre des Communications

Ahmed Friâa

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

Arrêté du ministre des communications du 20 février 1999, portant désignation d'un ordonnateur secondaire.

Le ministre des communications,

Vu la loi n° 73-81 du 31 décembre 1973, portant promulgation du code de la comptabilité publique, telle que modifiée et complétée par la loi n° 96-86 du 6 novembre 1996 et notamment les articles 87 et 133 dudit code,

Vu le décret n° 98-1065 du 11 mai 1998, portant création et organisation administrative, financière et pédagogique de l'institut supérieur des études technologiques en communications de Tunis,

Vu l'avis du ministre des finances,

Arrête :

Article premier. - Le directeur de l'institut supérieur des études technologiques en communications de Tunis est nommé ordonnateur secondaire du budget du ministère des communications. Il est chargé en cette qualité d'engager et d'ordonnancer, dans la limite des crédits qui lui sont délégués à cet effet, les dépenses imputables audit budget.

Art. 2. - Es-qualité le directeur de l'institut supérieur des études technologiques en communications de Tunis, est accrédité auprès du payeur général, comptable assignataire.

Tunis le 20 février 1999.

Le Ministre des Communications

Ahmed Friâa

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

Arrêté du ministre des communications du 20 février 1999, portant délégation de signature.

Le ministre des communications,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 75-384 du 17 juin 1975 autorisant les ministres et secrétaires d'Etat à déléguer leur signature,

Vu le décret n° 97-129 du 22 janvier 1997, portant nomination du ministre des communications,

Vu le décret n° 97-562 du 31 mars 1997, portant organisation du ministère des communications,

Vu le décret n° 99-98 du 11 janvier 1999, nommant Monsieur Sadok Jemli, conseiller des services public, chef de cabinet du ministre des communications à compter du 29 décembre 1998,

Arrête :

Article premier. - Conformément aux dispositions du paragraphe deux de l'article premier du décret susvisé n° 75-384 du 17 juin 1975, Monsieur Sadok Jemli, conseiller des services publics, chef de cabinet du ministre des communications est autorisé à signer par délégation du ministre des communications tous les actes entrant dans le cadre de ses attributions à l'exclusion des actes à caractère réglementaire.

Art. 2. - Monsieur Sadok Jemli est autorisé à sous déléguer sa signature à des fonctionnaires des catégories "A" et "B" soumis à son autorité dans les conditions fixées à l'article deux du décret susvisé n° 75-384 du 17 juin 1975.

Art. 3. - Le présent arrêté prend effet à compter du 29 décembre 1998 et sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis le 20 février 1999.

Le Ministre des Communications

Ahmed Friâa

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

MINISTERE DE L'INDUSTRIE

MAINTIEN EN ACTIVITE

Par décret n° 99-430 du 22 février 1999.

Monsieur Amor Laâtiri, administrateur général, est maintenu en activité dans le secteur public pour une période d'une année à compter du 1er août 1999.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Arrêté du ministre de l'agriculture du 20 février 1999, fixant les dates des sessions principale et de contrôle pour l'obtention du diplôme de fin d'études techniques agricoles, d'ouverture et de clôture des inscriptions ainsi que la désignation des centres d'examen et de correction.

Le ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 90-73 du 30 juillet 1990, portant création de l'agence de la vulgarisation et de la formation agricoles,

Vu le décret n° 91-66 du 7 janvier 1991 portant organisation administrative et financière de l'agence de la vulgarisation et de la formation agricoles,

Vu l'arrêté du 8 mars 1990 fixant les modalités d'attribution du diplôme de fin d'études techniques agricoles,

Arrête :

Article premier. - Les dates des sessions principale et de contrôle de l'examen écrit pour l'obtention du diplôme de fin

d'études techniques agricoles pour les élèves de la sixième année des lycées agricoles sont fixées comme suit :

1) - la session principale : les journées du 1, 2, 3 et 4 juin 1999,

2) - la session de contrôle : les journées du 14 et 15 juin 1999.

Les épreuves écrites seront effectuées conformément au programme ci-après :

1 - La session principale :

Date	Matière	Horaire
Mardi 1er juin 1999	Production animale	de 9h à 12h
	Arabe	de 15h à 17h
Mercredi 2 juin 1999	Mathématiques	de 9 h à 12h
	Français	de 15h à 17h
Judi 3 juin 1999	Sciences physiques	de 9 h à 12h
	Economie rurale	de 15h à 17h
Vendredi 4 juin 1999	Production végétale	de 9 h à 12h

2 - La session de contrôle :

Date	Matière	Horaire
Lundi 14 juin 1999	Production animale	de 9h à 12h
Mardi 15 juin 1999	Production végétale	de 9 h à 12h

Art. 2. - L'inscription des élèves de la sixième année à l'examen écrit pour l'obtention du diplôme de fin d'études techniques agricoles s'ouvre à partir du 3 mai 1999 et se prolonge jusqu'au 15 mai 1999 à 13 heures 30.

Art. 3. - Les centres d'examens sont fixés comme suit :

1 - La session principale :

Nom du centre	Elèves concernés
Lycée agricole de Bouchrik	Les élèves du lycée agricole de Bouchrik
Lycée agricole des jeunes filles de la Soukra	Les élèves du lycée agricole des jeunes filles de la Soukra
Lycée agricole de Tibar	Les élèves du lycée agricole de Tibar
Lycée agricole de Sidi Bouzid	Les élèves du Lycée agricole de Sidi Bouzid

2 - La session du contrôle :

Nom du centre	Elèves concernés
Lycée agricole de Bouchrik	Les élèves des lycées agricoles suivants : de Bouchrik, de la Soukra, de Tibar et de Sidi Bouzid

Art. 4. - Le lycée agricole de Bouchrik est désigné comme centre de correction des épreuves écrites des deux sessions.

Tunis, le 20 février 1999.

Le Ministre de l'Agriculture
Sadok Rabe

Vu

Le Premier Ministre
Hamed Karoui

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE

Arrêté du ministre de la jeunesse et de l'enfance du 20 février 1999, fixant les modalités du concours sur dossiers pour le recrutement de délégués à la protection de l'enfance "1er grade".

Le ministre de la jeunesse et de l'enfance,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 96-1134 du 17 juin 1996, portant statut particulier du corps des délégués à la protection de l'enfance et les domaines de son intervention et ses moyens d'action avec les services et les organismes sociaux concernés et notamment son article 15,

Arrête :

Article premier. - Les délégués à la protection de l'enfance "1er grade" sont recrutés par voie de concours sur dossiers ouvert aux candidats fonctionnaires appartenant à la catégorie "A" sous catégorie "A1", titulaire de la maîtrise en droit, ou en psychologie, ou en sociologie, ou en études sociales, ou en éducation spécialisée, ou en sciences et techniques de l'enfance ou d'un diplôme équivalent.

Art. 2. - Les dossiers seront appréciés par un jury dont la composition est fixée par arrêté du Premier ministre.

Art. 3. - L'arrêté portant ouverture du concours fixera :

- le nombre d'emplois mis en concours,
- la date de clôture de la liste d'inscription au concours,
- la date de déroulement du concours.

Art. 4. - Les candidats au concours susvisé doivent joindre à l'appui de leurs demandes de candidature les pièces suivantes :

- 1) une demande de candidature adressée par la voie hiérarchique,
- 2) une copie dument certifiée conforme du ou des diplômes permettant au candidat de participer au concours,
- 3) une attestation certifiant que le dossier du candidat contient les pièces prévues à l'article 17 du statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,
- 4) une ampliation dument certifiée conforme à l'acte portant nomination du candidat dans son grade actuel,
- 5) une ampliation dument certifiée conforme à l'acte fixant la dernière situation administrative du candidat,
- 6) un relevé détaillé avec pièces justificatives des services civils et militaires accomplis par le candidat, ce relevé doit être certifié par le chef de l'administration.

Art. 5. - Toute candidature parvenue au ministère de la jeunesse et de l'enfance après la clôture de la liste d'inscription est obligatoirement rejetée, le cachet de la poste ou la date d'enregistrement au bureau d'ordre faisant foi.

Art. 6. - La liste des candidats admis définitivement dans le grade de délégué à la protection de l'enfance "1er grade" est